



Le parti républicain a perdu la Chambre mais a sauvé le Sénat. Trump garde toutes ses chances pour la prochaine élection présidentielle, en 2020.

Un immense succès. Donald Trump, pour qui les midterms constituaient un référendum sur sa présidence, est rassuré. Son parti républicain a sauvé les meubles : en préservant le contrôle du Sénat, il lui évite quasiment tout danger de destitution dans les deux années du reste de son mandat. Les 51 sénateurs déjà confirmés devraient suffire à contrarier les offensives démocrates.

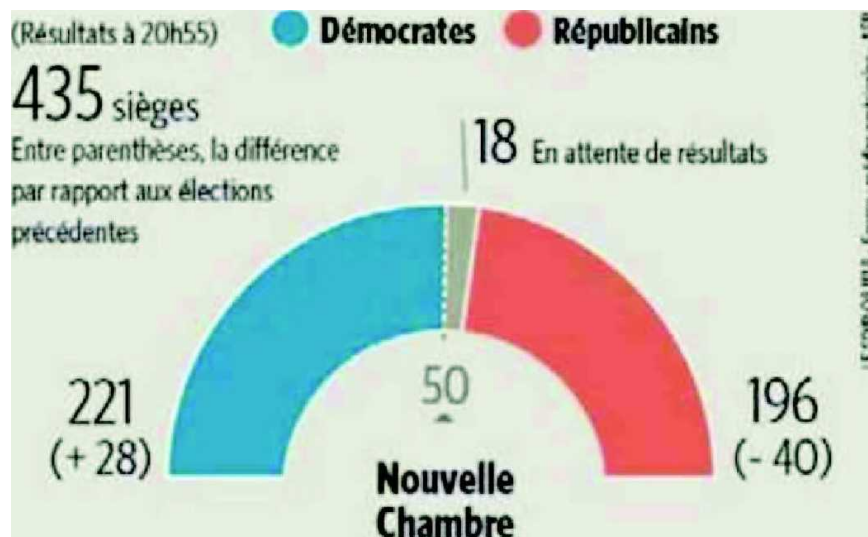
L'opposition démocrate crie

aussi victoire, elle qui rêvait depuis huit ans de reconquérir la Chambre des représentants. C'est désormais chose faite, avec au moins 221 sièges (sur 435, voir ci-contre). Les nouveaux élus seront installés le 3 janvier.

La bataille du Capitole pourra alors faire rage, jusqu'à la prochaine élection présidentielle de 2020. D'un côté, la gauche américaine pourra étouffer dans l'œuf les tentatives d'abrogation de l'Obamacare et celles de financer un mur à la frontière

mexicaine. De l'autre, elle-même ne pourra avancer aucun de ses chantiers puisque le Sénat et le veto présidentiel s'appliqueront systématiquement. L'Amérique est plus divisée que jamais.

Mercredi soir, Donald Trump a annoncé le départ de son ministre de la Justice Jeff Sessions, un limogeage qui pourrait entraîner des conséquences sur la très sensible enquête russe. ■



Le grand fossé s'accroît dans l'Amérique de Trump

- ▶ Avec une plus grande participation, les « midterms » ont fait ressortir une Amérique profondément divisée.
- ▶ Alors que la Chambre des représentants revient majoritairement aux démocrates, le Sénat reste aux mains des républicains.
- ▶ Avec l'horizon 2020 en ligne de mire, la fin du mandat du président ne sera pas un long fleuve tranquille.

NEW YORK

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le grand fossé s'est creusé un peu plus, ce mardi, lors de ces midterms américains à couteaux tirés entre la direction républicaine du pays et l'opposition démocrate. La première a sauvé les meubles : en préservant le contrôle du Sénat, elle évite au président Donald Trump quasiment tout danger de destitution dans les deux années à venir. Pare-feu providentiel, les 51 sénateurs déjà confirmés, côté républicain, devraient suffire à contrarier les offensives démocrates contre les desseins de l'Administration Trump, et continuer à nommer des juges conservateurs.

La seconde rêvait depuis huit ans de reconquérir la Chambre des représentants. C'est chose faite, avec au moins 221 sièges confirmés, et une leader démocrate, Nancy Pelosi, dans les starting-blocks pour être désignée speaker de la Chambre, le 3 janvier prochain. La bataille du Capitole pourra alors faire rage jusqu'à la prochaine élection présidentielle de 2020. D'un côté, la gauche américaine pourra étouffer dans l'œuf les tentatives d'abrogation de l'Obamacare et celles de financer un mur à la frontière mexicaine. De l'autre, elle-même ne pourra avancer aucun de ses chantiers, puisque le Sénat et le veto présidentiel s'appliqueront systématiquement.

Deux Amérique se tournent le dos

Cette paralysie annoncée des institutions illustre, si besoin était, la polarisation croissante

de la scène politique amorcée sous l'ère Bill Clinton et catalysée par son lointain successeur, Donald Trump. L'Amérique des villes et l'Amérique des champs, celle des côtes et celle de « l'intérieur », le nord et le sud, se tournent désormais outrageusement le dos, à quelques exceptions près.

A la différence de la dernière élection présidentielle, l'industrielle Californie a cette fois joué son rôle d'État-clé, contribuant par sa pression démographique à faire remporter le vote populaire (quantitatif) par les démocrates. Mais, à nouveau comme en 2016, les failles du système institutionnel éclatent au grand jour. Au Sénat, où chaque État décroche deux sièges, les démocrates dépassent largement les républicains en termes de suffrages bruts (+12 %). Ce qui ne les empêche pas d'échouer à l'arrivée, renforçant l'aigreur des deux côtes progressistes envers une Amérique profonde minoritaire, massivement « rouge vif » (conservatrice) et blanche. C'est le cœur de ce Trumpland inquiet de la disparition de l'ordre ancien, remplacé par une société plus diverse ethniquement et religieusement, comme le montre le déclin du vote (-1,2 %) et la hausse du vote latino (+3,2 %).

L'épreuve de force, passionnante, aura au moins réussi une chose : réconcilier les Américains avec la politique dans ce pays où la participation aux élections de mi-mandat dépassait rarement un maigre tiers de la population (28 % en 2014). Ils sont 113 millions à avoir glissé leur bulletin dans l'urne cette année, la face émer-

gée du grand débat de société né de la victoire surprise de Trump en 2016 et de son corollaire, la défaite traumatisante de sa rivale démocrate Hillary Clinton.

Il n'est pas une famille américaine qui ne s'entre-déchire à table, à l'instar de l'Amérique pendant la guerre du Vietnam.

Pas un dîner de Thanksgiving qui n'ait été perturbé par les avis tranchés sur la personnalité abrasive du milliardaire new-yorkais entré à la Maison-Blanche en 2017 et qui prépare déjà sa réélection en 2020, certain de ne rencontrer aucun adversaire à sa hauteur en chemin.

Confiant mais pas serein

Confiant, mais peut-être pas sereinement : tandis que son fils Donald Trump Jr. partage en privé ses craintes d'être inculpé par le procureur Bob Mueller au sujet de l'enquête sur une collusion supposée avec la Russie, et que l'ancien conseiller de Trump Roger Stone sait qu'il est le prochain dans le collimateur des juges, le président redoute que cet ancien et incorruptible directeur du FBI vienne gâcher ses deux dernières années de mandat, plus sûrement que tous les nouveaux élus démocrates au Congrès.

Mercredi, fidèle à ses habitudes, Robert Muller « est arrivé autour de 7h20 dans ses bureaux du centre-ville, à Washington DC, comme il le fait toujours, frais et dispos », écrit Marshall Cohen, de CNN. *Vous vous souvenez de lui ?* ■

MAURIN PICARD

LIMOGEAGE**Trump se sépare de son ministre de la Justice**

Le président Donald Trump a annoncé ce mercredi dans un tweet le départ de son ministre de la Justice Jeff Sessions, un limogeage qui pourrait entraîner des conséquences sur la très sensible enquête russe. Le locataire de la Maison-Blanche s'en prenait depuis des mois à Jeff Sessions, à qui il reprochait de s'être refusé dans cette délicate enquête. M. Sessions a précisé avoir présenté sa démission « à la demande » de M. Trump. Il sera temporairement remplacé par son propre directeur de cabinet, Matthew Whitaker. (afp)

diplomatie Peu de changement prévu

Peut-on déjà évaluer la portée qu'aura la perte par les républicains de la majorité à la Chambre sur la politique étrangère américaine ? Comme l'observait juste avant les midterms le site politico.com, « *la politique étrangère a souvent été un refuge pour des présidents qui font face à des scandales ou à un Congrès hostile. Le président jouit d'une large autorité pour mener la diplomatie et la défense sans l'aval du Congrès. Si les démocrates devaient gagner à la Chambre, ce qui mettrait en péril les nouveaux projets législatifs républicains, Trump pourrait investir plus d'énergie dans des dossiers comme les négociations sur le nucléaire nord-coréen et sa campagne de pression maximale contre l'Iran* ».

Donald Trump aura rapidement l'occasion de s'évader de la politique intérieure puisqu'il se rend à Paris ce vendredi à l'occasion des cérémonies

du centième anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale. Il y verra Emmanuel Macron – hostile à son attitude radicale face à l'Iran – et le Russe Vladimir Poutine. Deux semaines plus tard, l'Américain s'enverra pour le G-20 à Buenos Aires, où il devrait rencontrer le président Xi Jinping dont le pays, la Chine, est pris dans une guerre commerciale imposée par les Etats-Unis.

Trump infléchira-t-il ses options – d'ailleurs souvent iconoclastes – en politique étrangère ? Non, croit l'explicite français Pierre Vimont, sur le site carnegieeurope.eu : « *Les midterms marquent rarement un changement significatif à la Maison-Blanche. Elles sont une opportunité pour les électeurs d'infliger une punition sévère au président, mais elles aboutissent rarement à un changement important de politique.* »

Responsables sur la sellette

Et même si l'homme adore cultiver son côté imprévisible, il risque tout de même de devoir se concentrer sur la défense de ses options internationales dans des auditions que convoqueront les commissions ad hoc de la Chambre des représentants où ses ministres et autres responsables devraient se retrouver sur la sellette. D'aucuns, dans le camp démocrate, rêvent en effet de lui faire la vie dure concernant par exemple l'engagement militaire américain auprès de l'Arabie saoudite en pleine (sale) guerre au Yémen. Ou à propos des relations avec la Russie de Poutine, sur laquelle pèsent de lourds soupçons d'interférences lors des présidentielles US de 2016.

Trump s'apprêterait par ailleurs à donner le feu vert à son gendre Jared Kushner pour qu'il lève le voile sur

son mystérieux plan de paix censé mettre fin au contentieux israélo-arabe. Mais après la reconnaissance en mai dernier de Jérusalem comme capitale d'Israël par l'administration Trump, peu croient encore celle-ci capable d'accoucher d'une solution qui ferait consensus entre les parties dans ce dossier très inflammable. ■

BAUDOIN LOOS

États-Unis : élections de mi-mandat

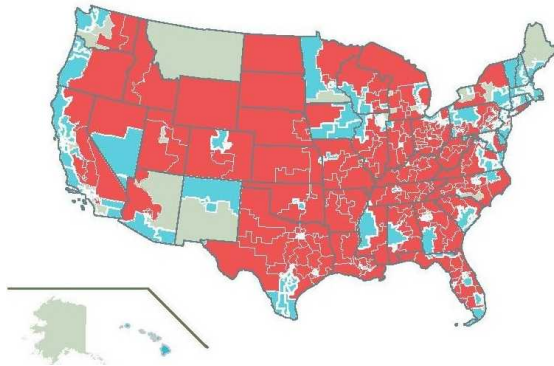
● Républicains ● Démocrates

Résultats partiels (à 20h55)

Chambre des représentants

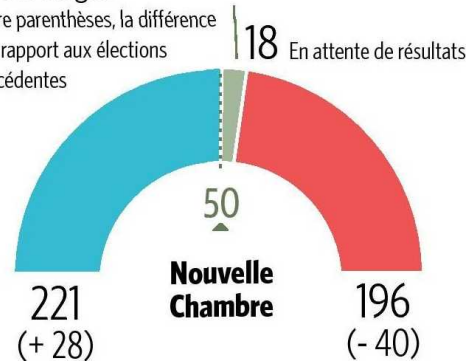
Circonscriptions

■ En attente



435 sièges

Entre parenthèses, la différence par rapport aux élections précédentes

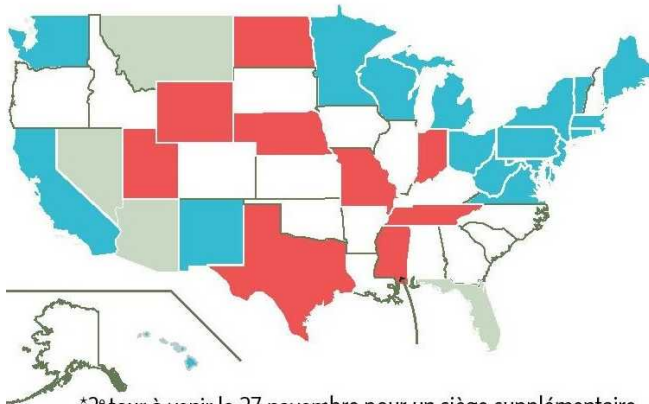


LE SOIR 08.11.18 - Source : médias américains - AFP

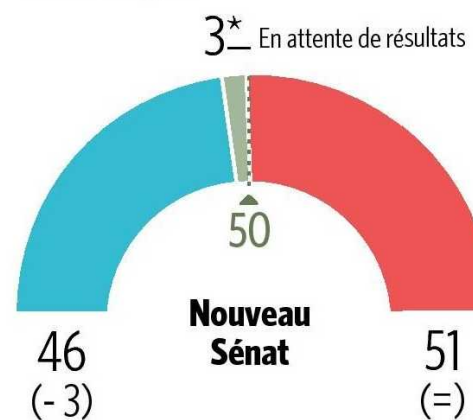
Sénat

États

■ En attente □ Pas d'élection



100 sièges



*2^e tour à venir le 27 novembre pour un siège supplémentaire

analyse Les chantiers de Donald Trump seront-ils mis à mal ?

Enquêtes judiciaires, immigration, soins de santé : les démocrates, désormais majoritaires à la Chambre des représentants, pourront-ils infléchir le cours de la présidence Trump ? La politologue Nicole Bacharan prévoit des « échecs au roi », mais sans doute pas d'« échec et mat ».

Nous avons interrogé Nicole Bacharan, politologue spécialiste de la société de la politique US, en se focalisant sur trois dossiers emblématiques de la première moitié du mandat de Donald Trump. ■

WILLIAM BOURTON

JURIDIQUE

Les enquêtes judiciaires / l'« impeachment »

Plusieurs proches ou ex-collaborateurs de Donald Trump font l'objet d'enquêtes judiciaires ou d'inculpations. Celles-ci pourraient-elles subir un coup d'accélérateur ? Voire remonter jusqu'au Bureau ovale ?...

La Chambre des représentants a un pouvoir de convocation très large – même s'il peut y avoir des procédures judiciaires sur chaque acte posé – et elle ne se privera pas de l'utiliser. Elle peut aussi exiger des documents et on sait que les démocrates vont commencer par demander la feuille d'impôt du président. Le règlement qui l'oblige à la donner est un peu obscur, on s'attend donc à vivre une grosse bataille là-dessus. Si le montant des impôts que Donald Trump a payé est publié, j'imagine que ça pourrait être un peu gênant pour lui, sinon il aurait été publié depuis longtemps...

Je pense aussi que les démocrates vont se mêler de l'enquête sur la possible collusion avec la Russie (au moment de la campagne électorale de 2016, NDLR). C'est de nature à gêner des gens de l'équipe de Trump, mais je ne suis pas sûre que cela puisse remonter jusqu'à lui. Beaucoup plus problématiques, à mon sens, sont les questions d'abus de pouvoir, d'obstruction à la Justice, de subornation de témoins... Là-dessus, il est vulnérable : la manière dont a été renvoyé le directeur de la CIA, James Comey, les ordres qu'il a donnés par tweet au FBI, au ministre de la Justice, etc.

Toujours sur le plan judiciaire, certains dossiers financiers pourraient connaître des développements : des soupçons de conflits d'intérêts ou de violation des règles de financement de sa campagne électorale – avec une Stormy Daniels (actrice porno, ex-maîtresse de Trump, dont il a fait acheter le silence) ou un Michael Cohen (son ex-avocat) qui racontent absolument tout ce qu'on veut aujourd'hui.

Par rapport à la perspective d'une destitution, vu les résultats électoraux de mercredi et sauf nouveaux éléments, je doute beaucoup que les démocrates lancent une procédure d'« impeachment ».

Ils pourraient la gagner à la Chambre mais ils la perdraient à tous les coups au Sénat – le parti républicain, majoritaire au Sénat, est devenu le parti de Trump : presque tous les élus lui doivent leur siège. Au fond, les démocrates renforceraient le camp Trump, qui pourrait pleurer sur son sort et se présenter comme une victime durant les deux ans qui viennent. Donald Trump a sans doute sauvé sa présidence. »

POLITIQUE

Une réforme de l'immigration peu probable

Au nom de la sécurité nationale, le président Trump a fait passer un décret visant à interdire l'accès des États-Unis aux ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane. Il étudierait la possibilité d'un nouveau décret suspendant la possibilité pour les migrants venus d'Amérique centrale d'entrer aux États-Unis pour formuler une demande d'asile politique. Et puis, il y a aussi le fameux projet de mur le long des 3.200 kilomètres de frontière avec le Mexique, pour la construction duquel Trump cherche 23 milliards de dollars. Oublié tout cela ?...

Ni George Bush, ni Barack Obama, ni dans un tout autre sens Donald Trump n'ont pu faire passer une réforme de l'immigration. Donc, je ne crois pas qu'il y en aura une dans les deux ans à venir – d'autant plus qu'elle devrait être adoptée dans les mêmes termes à la Chambre et au Sénat. Je ne crois pas non plus qu'il y aura un financement du mur – Donald Trump n'a pas pu l'obtenir alors qu'il avait la majorité dans les deux Chambres.

J'imagine qu'il va quand même y avoir des négociations avec la Maison-Blanche, particulièrement sur les jeunes bénéficiaires du Daca (le « Deferred Action for Childhood Arrivals », qui permet à certains immigrants mineurs entrés illégalement sur le territoire américain, de bénéficier d'un moratoire de deux ans par rapport à leur expulsion ou à un permis de travail). Mais jusqu'où est-ce que cela ira ? Je ne sais pas du tout.

Quant au « droit du sol » (le « Birthright citizenship » : lorsqu'un enfant naît sur le sol américain, il obtient automatiquement la nationalité américaine, même si ses parents sont de nationalité étrangère) que Donald Trump veut modifier, il n'y aura pas de modification de la Constitution. Et si le président veut passer en force par décret, cela se terminerait devant la Cour Suprême. Et je ne suis pas sûre qu'elle l'approuverait, tant cela constituerait une réinterprétation dramatique du Quatorzième amendement.

Je pense donc que ces trois dossiers sont morts, mais que l'on vivra, malheureusement, beaucoup de gesticulations, avec des militaires à la frontière, des choses de cet ordre... Mais pas de réformes de fond. »

W.B.

SANTÉ

Quid de l'Obamacare

Après une rude bataille législative – y compris contre certains élus républicains – le président Trump a réussi, fin 2017, à saboter le « Patient Protection And Affordable Care Act », plus connu sous le nom d'« Obamacare ». Les démocrates pourront-ils remettre en selle cette mesure phare du président Obama ?

Il y aurait des possibilités de compromis, notamment sur la question du prix des médicaments, parce que c'est quelque chose qui est cher aux démocrates, mais sur lequel Donald Trump n'est pas très éloigné d'eux. En gros, l'idée serait de remettre en cause l'interdiction qui est faite, pour « Medicare » notamment (l'assurance des seniors), de négocier directement avec les compagnies pharmaceutiques.

Cela dit, si sur quelques points des possibilités d'accords existent, il faudra qu'il y ait une volonté de compromis de part et d'autre. Mais d'un côté, on sait que le président est plus que psychorigide et de l'autre, les nouveaux élus démocrates sont souvent des jeunes, plutôt à l'aile gauche du parti, et ils haïssent le président...

W.B.

Les nouveaux visages de la politique US



« Le premier gouverneur gay »

Jared Polis est devenu ce mardi gouverneur du Colorado. « Premier gouverneur gay » du pays comme le scandale depuis l'annonce des résultats la presse internationale. Si cette dernière insiste sur l'orientation sexuelle du candidat, cette mise en avant est moins une référence à la campagne électorale, qui à aucun moment n'a porté sur l'homosexualité de Jared Polis, qu'au climat ambiant américain nourri à certains moments de conservatisme vindicatif. Un précédent peu reluisant est aussi sans doute en cause : la démission en 2004 du gouverneur du New Jersey après que celui-ci a révélé son homosexualité. Par ailleurs, la campagne des midterms a vu se présenter un nombre inédit de candidats LGBTI pour lesquels l'élection de Jared Polis représente sans doute une forme de couronnement.

Jared Polis n'est plus, depuis longtemps, un inconnu aux Etats-Unis. Cet entrepreneur qui a fait fortune dans les nouvelles technologies est même depuis 2008 élu à la Chambre des représentants. Son passé d'élève brillant ayant quitté le lycée à 16 ans seulement pour faire son entrée à l'université de Princeton a été abondamment raconté. L'histoire qui accompagne son nom également : né Jared Schutz, le jeune homme a en effet décidé de changer de patronyme à 25 ans en hommage à sa grand-mère. A l'époque, cela avait été l'occasion d'une grande soirée de levée de fonds en faveur de la lutte contre la leucémie.

M.C.



L'ancienne pilote

Martha McSally Sur ses affiches électorales, Martha McSally n'a guère fait preuve d'originalité en reprenant la devise de l'armée de l'air (« Fly, Fight, Win »), elle l'ancienne pilote de combat, l'ancienne cheffe d'escadrille reconvertie en politique dans les rangs du parti républicain. Ceux qui l'ont connu aux débuts de cette deuxième carrière font aujourd'hui remarquer qu'elle s'est « trimpisée ». En tout cas, la candidate a rarement baissé la garde durant la campagne, a joué d'un franc-parler de combat et a envoyé des uppercuts à la volée dans une compétition électorale où la modération a rarement été de mise. Sa fidélité au président américain, Martha McSally l'a aussi exprimée d'une façon moins attendue : en défendant coûte que coûte la désignation du juge Brett Kavanaugh. A 18 ans, elle a pourtant été victime d'une agression sexuelle.

M.C.



La plus jeune élue du Congrès

Alexandria Ocasio-Cortez Il y a un an encore, elle était serveuse dans un bar de Manhattan. D'ici peu, Alexandria Ocasio-Cortez fera son entrée à la Chambre des représentants, devenant même, à 29 ans, la plus jeune élue de l'histoire du Congrès. Son élection (avec 78 % des voix) ce mardi dans un fief démocrate couvrant les districts du Bronx et du Queens a été tout sauf une surprise. L'effet de fracas est plus vieux et date d'il y a quelques mois, des primaires auxquelles elle se présentait et devançait son concurrent, un vieux de la vieille, élu de son territoire depuis 1999.

Bien que récente en politique, Alexandria Ocasio-Cortez semble déjà s'y être fait une place à part en défendant des thèses ouvertement socialistes (augmentation du nombre de fonctionnaires, accès gratuit à l'université, abolition de l'Agence fédérale de l'immigration...). Si celles-ci peuvent détonner dans le paysage politique américain, elles n'étonnaient que modérément dans la bouche de la candidate, les médias américains ayant abondamment insisté sur ses premiers pas en politique comme modeste cheville ouvrière dans la campagne de Bernie Sanders, l'ex-candidat à la primaire démocrate.

Si l'élection d'Alexandria Ocasio-Cortez annonce la relève de l'aile gauche du parti démocrate, elle souligne également les divisions en son sein.

M.C.



L'As de la polémique

Brian Kemp Si le nom de Brian Kemp a traversé l'Atlantique, c'est en raison d'une polémique née en octobre dans la dernière ligne droite de la campagne électorale. Le secrétaire d'Etat de Géorgie, Brian Kemp, aurait cherché à aider le candidat gouverneur de Géorgie Brian Kemp - aucune homonymie ici : c'est la même personne - en plaçant sur une liste d'attente plusieurs milliers d'électeurs inscrits. Comment ? En se montrant pointilleux - jusqu'à l'excès, dénonçaient ses détracteurs et notamment la candidate démocrate - au moment de comparer les informations fournies sur l'identité des électeurs. Victimes ou cibles de ces listes d'attente : les personnes d'origine hispanique notamment dont le nom compte parfois un trait d'union en plus ou en moins selon les cas. Depuis lors, la polémique s'est refermée et Brian Kemp a mardi été élu.

M.C.



Les premières élues amérindiennes

Sharis Davids Le Congrès accueillera deux premières élues amérindiennes : Sharice Davids et Deb Haaland. Le succès de la première a marqué les esprits. Avocate homosexuelle, elle est parvenue à convaincre une majorité d'électeurs du Kansas, état réputé conservateur. Diplômée d'un institut de formation publique, elle avait autrefois travaillé à Washington au sein de l'administration Obama.

Deb Haaland, pour sa part, a derrière elle un parcours marqué par les embûches d'une mère célibataire, ancienne alcoolique ayant survécu grâce à des bons d'alimentation. Ce vécu et les aspirations qu'elle a formulées pour la représentation politique des minorités, notamment amérindiennes, ont fait mouche auprès de l'électorat. « *Mes ancêtres ont fait des sacrifices incroyables pour me permettre de garder mes traditions. Je ne leur ferai pas défaut* », avait-elle notamment indiqué avant l'élection.

M.C.



La « star » de Donald

Josh Hawley Ce mercredi matin, la presse américaine en a fait un symbole, celui de la résistance à la « vague démocrate ». Josh Hawley, puisque c'est de lui qu'il s'agit, est devenu sénateur du Missouri. Mais ce qui lui vaut d'avoir plus singulièrement retenu l'attention médiatique, c'est son profil positionné presque parfaitement sur celui de son président Donald Trump dans une élection au Sénat dont les résultats du Missouri ont rapidement sonné le glas des espoirs démocrates.

Diplômé de Stanford et de Yale, le professeur de droit a enseigné pendant plusieurs années à l'Université du Missouri. C'est à cette époque qu'il rédige également une biographie de Theodore Roosevelt. Sa carrière politique prend véritablement son envol en 2016 lorsqu'il présente sa candidature comme procureur général du Missouri. Il le devient. Ce qui va lui offrir l'occasion de faire fréquemment parler de lui en médiatisant une série d'affaires.

Ce qui lui a été âprement reproché. Cette critique et une autre, connexe, celle de s'intéresser beaucoup plus aux affaires nationales – il est notamment un opiniâtre combattant de l'Obamacare – qu'à sa charge de procureur général, ont fourni au cours de la campagne des arguments à son opposante démocrate à laquelle il n'a pas manqué, en retour, de servir un habituel discours anti-élite et anti-establishment, allant même jusqu'à la comparer à Hillary Clinton.

Pour le reste, quant à évoquer les anciens candidats à l'élection présidentielle, Donald Trump a dernièrement lancé à l'adresse de Josh Hawley que c'était « sa star ».

M.C.



Deux élues de confession musulmane

Ilhan Omar Le renouvellement de la Chambre des représentants se fera sous le signe de la diversité. Dans ses futurs rangs, Ilhan Omar (photo) et Rashida Tlaib, toutes deux de confession musulmane. En 2006, l'élection de Keith Ellison, jeune homme converti à l'islam, avait déjà marqué une évolution dans la représentation de la chambre basse. L'arrivée des deux nouvelles élues démocrates va la renforcer.

Ilhan Omar est arrivée à l'âge de 12 ans aux États-Unis après avoir séjourné pendant quatre ans avec sa famille dans un camp pour réfugiés somaliens au Kenya. Militante pour la défense des droits civiques, elle était déjà engagée en politique au sein de l'assemblée du Minnesota. Durant la campagne, elle a notamment mis en avant un accès pour tous au logement et la gratuité de l'éducation.

Rashida Tlaib est née aux États-Unis dans une famille de réfugiés palestiniens. Avocate, elle était également engagée politiquement à un niveau local. Elle a formulé plusieurs propositions en faveur d'un accès universel à la santé.

M.C.